

TABLE-RONDE

LES RELATIONS ENTRE LE ROYAUME DU MAROC ET LA REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD

**Mot d'introduction de
M. Mohammed Tawfik MOULINE**

Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques

**IRES
22 février 2019**







Mesdames et Messieurs,

Je tiens, tout d'abord, à remercier tous les participants à cette table ronde qui ont bien voulu répondre positivement à l'invitation de l'IRES et, particulièrement, ceux parmi vous qui ont fait le long déplacement depuis l'Afrique du Sud et même de New-York.

Cette table ronde est une première du genre entre des personnalités marocaines et sud-africaines, issues du monde des affaires, de la société civile et des centres de réflexion stratégique. Elle est d'autant plus importante lorsque l'on sait que le dialogue entre les responsables directs des diplomaties respectives des deux pays demeure dans une impasse.

Aussi, est-il important de souligner que l'objectif premier de notre rencontre n'est pas uniquement d'établir les faits ou d'assigner les responsabilités, mais plutôt de surmonter les différends actuels et d'envisager les contours d'un avenir commun, marqué par la foi en l'Afrique et en son avenir et en la volonté de coopérer mutuellement pour la paix et la prospérité de notre continent.

Il appartient, en effet, aux hommes et aux femmes de bonne volonté, comme vous, ici présents, de transcender les idéologies et les préjugés afin d'édifier cet avenir commun, au service à la fois des populations marocaines et sud-africaines, mais aussi de l'ensemble des Africains.

En effet, une alliance stratégique forte entre le Maroc et l'Afrique du Sud - deux Etats clés et complémentaires sis aux deux extrémités Nord et Sud du continent - ne peut que contribuer fortement à la stabilité politique, à la sécurité, à la prospérité économique et à l'épanouissement social de tout le continent.

L'Institut Royal des Etudes Stratégiques constitue le cadre idoine pour mener, à bien, un tel dialogue non-partisan, tourné vers l'avenir. L'IRES est doté de la pleine indépendance intellectuelle et d'une force de propositions, lui permettant de participer à l'éclairage des choix stratégiques du Maroc.

L'Institut est aussi un forum qui fonctionne selon les règles de Chatham House, offrant, par ailleurs, la possibilité aux intervenants d'aborder tous les sujets et de mener des réflexions sans restriction aucune afin de contribuer à lever les incompréhensions et à établir un échange serein, constructif et mutuellement bénéfique entre Marocains et Sud-africains.

L'IRES a pour ambition de fonctionner en réseau avec des think tanks sud-africains qui partageraient sa vision et qui mettraient à contribution leurs propres forces de propositions dans le but de capitaliser sur les atouts communs au Maroc et à l'Afrique du Sud et de transformer la nature, pratiquement gelée, de leurs relations politiques et diplomatiques.

Mesdames et Messieurs,

Le Royaume du Maroc et la République d'Afrique du Sud ont opéré, au fil des années, des choix fondamentaux analogues qui ont forgé leurs identités respectives et façonné leurs trajectoires nationales et internationales. Outre l'adoption du multipartisme et l'ouverture sur l'économie mondiale, les deux pays ont pris le parti d'affronter leur passé respectif, en conduisant des processus de réconciliation, dans l'objectif d'apaiser les contentieux et de panser les plaies afin d'édifier un avenir prometteur.

Le Maroc et l'Afrique du Sud sont pleinement conscients de leur africanité. Ils ont foi en l'avenir du continent africain et en son développement autonome et sont résolus à assumer, pleinement, les responsabilités que leur confère leur statut de puissances africaines et à mettre leurs atouts à contribution pour œuvrer à la prospérité africaine et à la paix et la stabilité du continent africain.

Fort de ces atouts et pour restaurer un réel climat de confiance, il est primordial d'édifier un portefeuille commun d'intérêts économiques stratégiques. En effet, au moment où le commerce intra-africain du Maroc a pratiquement quadruplé entre 2004 et 2017, la part représentée par l'Afrique du Sud n'a pas dépassé 3,6% en 2017. Par ailleurs, la part de l'Afrique australe, y compris l'Afrique du Sud, n'excède guère 0,1% de l'ensemble des investissements directs du Royaume en Afrique subsaharienne en 2017.

Cette situation anormale est d'autant inquiétante que le Maroc et l'Afrique du Sud sont, aujourd'hui, les deux premiers investisseurs africains au sein du continent. L'étude qu'a réalisée the Institute for Security Studies (ISS), en octobre 2018, à la demande de l'IRES, démontre un intérêt certain des entreprises sud-africaines pour commercer et investir au Maroc. Cette étude souligne, également, le respect du monde des affaires sud-africain pour la qualité du réseau des banques marocaines en Afrique et son savoir-faire financier.

Les propositions dans ce sens qui sortiraient de notre table ronde trouveraient un écho favorable auprès des organisations patronales des deux pays et ce, d'autant qu'une rencontre est déjà programmée, au siège de la CGEM à Casablanca, en mars 2019.

Il s'agirait, aussi, d'œuvrer ensemble pour modifier et corriger l'image du Maroc telle que perçue, actuellement, en Afrique du Sud, à la fois par la classe politique et par les différentes composantes de la société civile sud-africaine.

Sur le plan multilatéral régional, le Maroc a rejoint, en 2017, l'Union africaine après une absence de plus de 33 ans. Ce retour à la maison-mère constitue une opportunité pour les deux nations marocaine et sud-africaine de revoir leur contribution à l'Union africaine dans un sens éminemment positif. Elles détiennent, en effet, les leviers pour faire rapprocher l'Afrique francophone et l'Afrique anglophone en vue d'une plus grande efficacité en matière de gouvernance de l'Union africaine.

Mesdames et Messieurs,

Le Maroc et l'Afrique du Sud doivent, ainsi, transformer tout sentiment de rivalité en un vecteur de coopération dans le cadre de projets transversaux, profitables au développement d'un continent qui doublera sa population d'ici à 2050. Cette coopération concernerait la sécurité alimentaire de l'Afrique, les opérations de maintien de la paix et de la sécurité, la transition énergétique, notamment le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique avec, comme priorité, l'élargissement de l'accès des régions et des populations africaines les plus démunies à une énergie propre et moderne. Il s'agit, aussi, de conjuguer les efforts pour l'instauration effective de la zone africaine de libre-échange et la réalisation de véritables réformes au niveau de l'Union africaine.

Sur le plan politique, une alternance au pouvoir de nouveaux partis politiques en Afrique du Sud serait la prémisse d'un changement possible dans la position du gouvernement sud-africain dans l'affaire du Sahara. Cette question est devenue omniprésente dans les arcanes de la vie politique de ce pays. Elle constitue une grande priorité de la politique étrangère sud-africaine, un élément de sa politique intérieure et, également, un enjeu électoral pour la présidence de la république.

C'est pour cela que le programme qui vous est proposé dans le cadre de cette table ronde comprend pratiquement l'ensemble des thèmes que je viens de soulever devant vous.

Comme vous le savez, peut-être, le célèbre film "*Casablanca*" se termine par la célèbre phrase de Humphrey Bogart "*This is the beginning of a beautiful relationship*".

Cette phrase s'applique aussi à notre rencontre d'aujourd'hui qui n'est que le début d'une nouvelle relation entre le Maroc et l'Afrique du Sud, que nous espérons tous, comme des plus fructueuses.

Je souhaite pleine réussite à cette table-ronde et remercie, une fois encore, tous les intervenants d'avoir accepté l'invitation de l'IRES